

# Le ministre islandais des Affaires étrangères renforce encore un peu plus ses accords avec l'UK

écrit par Tommy Fransen | 27 juin 2016



**“Le commerce avec la Grande-Bretagne continuera comme avant”**

Le gouvernement islandais envisage d’ores et déjà un accord économique et commercial bilatéral entre la Grande-Bretagne et l’Islande suite au rejet des britanniques de vouloir quitter l’UE. Ce point était en discussion vendredi, tout juste quelques heures après que les résultats du référendum britanniques eurent été annoncés.

*“Le Royaume-Uni est l’un des partenaires économiques les plus importants de l’Islande et nos relations sont profondément enracinées dans l’Accord sur l’Espace Economique Européen (EEA). Les deux pays jouissent aussi d’une solide coopération dans les domaines de la sécurité et de la défense, de la justice et de l’Intérieur, du transport et de la culture, pour ne citer que quelques domaines. **Le gouvernement islandais déclare donc qu’il est d’une importance capitale de continuer à garantir une coopération stable et solide entre les deux pays**”* indique un communiqué de presse émanant du ministère des Affaires étrangères.

Le ministre des affaires étrangères Lilja Alfreðsdóttir profitera de l’occasion d’une réunion de l’EFTA (European Free Trade Association) Association européenne de libre échange, se tenant aujourd’hui pour aborder la décision prise par les Britanniques de quitter l’UE. *“Lors de cette réunion ministérielle, l’Islande mettra l’accent sur l’importance que les quatre pays de l’EFTA (Islande, Suisse, Norvège et Liechtenstein) maintiennent le même niveau d’accords économiques et commerciaux avec le Royaume-Uni nonobstant le retrait de l’UE des Britanniques”*.

**Mieux encore il a été demandé au Ministre des Affaires étrangères d’explorer d’autres arrangements additionnels pour l’Islande. Par exemple la possibilité d’un “accord économique et commercial approfondi et complet avec le Royaume-Uni”.**

*“Il est clair que nos travaux d’intensification vis à vis du Royaume-Uni ne font que commencer. Je tiens à souligner qu’il n’y aura aucun changement économique et commercial, ni sur la libre circulation des personnes ni concernant d’autres accords déjà en vigueur. Les relations entre l’Islande et le Royaume-Uni ont toujours été mutuellement bénéfiques et continueront à l’être. Je suis persuadée que ce travail qui nous fait face produira d’excellents résultats”* a conclu le ministre Alfreðsdóttir.

Traduction RR de [Iceland Monitor](#)

**Par ailleurs :**

**Après l’Autriche, la Hongrie, la Pologne et le Brexit,  
l’Islande vient d’élire un eurosceptique à sa tête.**



L' Islande dans la foulée du Brexit vient de porter à sa tête un président qui a fait une grande partie de sa campagne sur son opposition à l'Union européenne.

Sans étiquette, âgé de 48 ans l'universitaire Gudni Johannesson est le nouveau président islandais avec 39,1 % des voix. Il devance la femme d'affaires Halla Tomasdottir (27,9%) . Les candidats du système, comme en Autriche ont été repoussés loin derrière. M. Johannesson succède ainsi à Olafur Ragnar Grimsson qui présidait le pays depuis 20 ans. David Oddsson, l'ancien premier ministre qui brigait le titre n'arrive que 4ème. La présidentielle est surtout protocolaire en Islande, les élections législatives de l'automne devraient confirmer le mouvement eurosceptique.

Le nouvel élu est hostile sans concession à une adhésion de l'île à l'Union européenne, comme la majorité des Islandais qui se sont réjouis de la victoire du « *Brexit* ».



Le divorce entre la Grande-Bretagne et l'UE « change beaucoup de choses dans le bon sens pour les Islandais », commentait vendredi soir le futur président d'Islande. « Il pourrait éventuellement amener le Royaume-Uni à renouer avec l'Association européenne de libre-échange entre l'Islande, la Norvège, la Suisse et le Liechtenstein. » Cet euroscepticisme n'est pas nouveau en Islande où le gouvernement de centre-droit avait retiré en 2015 la candidature à l'UE déposée par son prédécesseur de gauche en 2009, mettant ainsi fin à toutes négociations avant même qu'elles aient pu débuter.[...]

[Médias-Presse-Infos](#)